

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

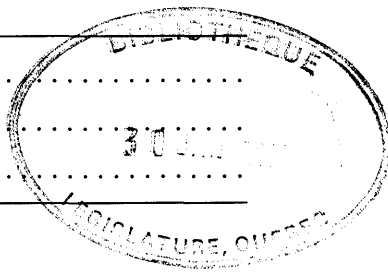
Projet de loi n° 106

Loi portant réforme au Code civil du Québec
du droit des personnes

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ PAR

M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de réformer le droit des personnes et d'ajouter au Code civil du Québec une disposition préliminaire visant à situer le Code civil dans l'ensemble législatif.

Le Livre premier comprend neuf titres. Le premier titre est consacré aux droits de la personnalité. Il compte six chapitres portant respectivement sur la jouissance des droits civils, sur leur exercice, sur l'intégrité de la personne, sur le respect des droits de l'enfant, sur celui de la réputation et de la vie privée et sur le respect du corps après le décès.

Le deuxième titre, divisé en quatre chapitres, traite successivement de l'attribution du nom et de son utilisation, du changement de nom par voie administrative ou judiciaire ainsi que du changement de la mention de sexe à l'état civil.

Le titre troisième établit les règles relatives au domicile.

Le titre quatrième fixe, dans trois chapitres, les règles relatives à la majorité, à la minorité et à l'émancipation.

Le titre cinquième est divisé en sept chapitres qui traitent successivement de la charge tutélaire, de la tutelle légale, de la tutelle dative, de l'administration tutélaire, du conseil de tutelle, des mesures de surveillance de la tutelle et de la fin de la tutelle.

Le titre sixième établit pour sa part les règles des régimes de protection du majeur. Le premier chapitre énonce les dispositions générales et les cinq autres traitent respectivement de l'ouverture des régimes de protection, de la curatelle au majeur, de la tutelle au majeur, du conseiller au majeur et de la fin du régime de protection.

Le titre septième porte sur l'absence et le décès. Ses quatre chapitres énoncent les règles sur l'absence, sur la déclaration judiciaire de décès, sur le retour et sur la preuve du décès.

Le titre huitième est consacré à l'état civil et divisé en sept chapitres. Il porte sur l'officier d'état civil, le registre d'état civil et les actes

d'état civil que sont les actes de naissance, de mariage et de décès; il porte aussi sur la modification du registre, la garde et la publicité du registre et les anciens registres de l'état civil.

Enfin, le titre neuvième du Livre premier porte sur les personnes morales. Il établit dans un premier chapitre les règles générales de la personnalité morale et dans quatre autres chapitres il aborde les questions de la constitution des personnes morales, de la responsabilité des membres et des administrateurs et de leurs inhabilités, du fonctionnement des personnes morales et de leur dissolution et liquidation.

Projet de loi n° 106

Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Il est ajouté au Code civil du Québec, institué par le chapitre 39 des lois de 1980, avant le Livre deuxième « De la famille », la disposition préliminaire et le Livre premier suivant qui se lisent comme suit:

«DISPOSITION PRÉLIMINAIRE

Le Code civil régit, sauf les dispositions particulières de la loi, les personnes qui se trouvent au Québec, l'exercice de leurs droits, leurs rapports entre elles ainsi que leurs biens.

Ce Code est constitué d'un ensemble de règles qui, en toutes matières auxquelles se rapportent l'esprit, la lettre ou l'objet de ses dispositions, établit le droit et constitue le fondement des autres lois.

En cas de silence ou d'insuffisance, ces règles sont complétées par celles qui se dégagent d'une jurisprudence constante et d'une doctrine reçue ou des principes généraux du droit ainsi que parfois de la coutume et des usages.

LIVRE PREMIER

DES PERSONNES

TITRE PREMIER

DES DROITS DE LA PERSONNALITÉ

CHAPITRE PREMIER

DE LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS

1. L'être humain possède la personnalité juridique. Il est sujet de droit depuis sa naissance jusqu'à sa mort.

2. La personne humaine a la pleine jouissance des droits civils. Elle ne peut y renoncer.

3. La personne est titulaire d'un patrimoine.

Celui-ci peut être divisé ou faire l'objet d'affectation, mais dans la seule mesure prévue par la loi.

4. La personne est aussi titulaire de droits et d'obligations extra-patrimoniaux qui lui sont propres.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'EXERCICE DES DROITS CIVILS

5. La personne humaine a le plein exercice des droits civils.

Dans les cas prévus par la loi, elle les exerce par un représentant.

6. La personne exerce ses droits civils sous le nom et l'un ou plusieurs des prénoms qui lui sont attribués et qui sont constatés dans son acte de naissance.

7. Chacun est tenu d'exercer ses droits civils selon les exigences de la bonne foi. Celle-ci se présume toujours.

8. On ne peut exercer un droit avec l'intention de nuire à autrui ni de manière à lui causer un préjudice en l'absence d'un intérêt sérieux et légitime.

9. On ne peut, dans l'exercice des droits civils, déroger aux dispositions impératives de la loi non plus qu'à celles qui intéressent l'ordre public, sous peine de nullité de l'acte.

10. On ne peut renoncer à l'exercice de ses droits civils que dans la mesure où le permet l'ordre public.

CHAPITRE TROISIÈME

DE L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE

11. La personne est inviolable et a droit à son intégrité.

Il ne peut lui être porté atteinte sans son consentement libre et éclairé donné suivant la loi ou sans que celle-ci ne l'autorise.

12. On ne peut soumettre une personne à un examen, à un traitement ou à une intervention exigés par son état de santé, physique ou mentale, ni la garder dans un établissement de santé sans son consentement.

Nul consentement n'est requis, en cas d'urgence, lorsque la vie de la personne est en danger; il en est de même lorsque son intégrité physique est en danger et que son consentement ne peut être obtenu en temps utile.

13. Le consentement du mineur est donné par le titulaire de l'autorité parentale ou, en cas d'empêchement, par son tuteur.

14. Le consentement du majeur non doué de discernement est donné par son tuteur ou curateur, s'il n'est pas ainsi représenté, il est donné par son conjoint ou, à défaut de conjoint ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un proche parent.

15. L'autorisation du tribunal est requise si le mineur doué de discernement s'oppose, s'il est impossible d'obtenir le consentement du représentant, du conjoint ou du proche parent ou si le refus de consentir n'est pas justifié par l'intérêt de la personne.

16. Le mineur de quatorze ans doué de discernement peut consentir seul à un examen ou à un traitement exigé par son état de santé, physique ou mentale.

Toutefois, si son état requiert qu'il soit gardé dans un établissement de santé pendant plus de douze heures ou qu'il soit soumis à des traitements prolongés, le titulaire de l'autorité parentale ou son tuteur doit en être avisé.

17. Le majeur peut aliéner entre vifs une partie de son corps ou se soumettre à un examen, à un traitement ou à une intervention qui n'est pas exigé par son état de santé ainsi qu'à une expérimentation, pourvu que le risque couru ne soit pas hors de proportion avec le bienfait qu'on peut en espérer.

18. Le mineur doué de discernement le peut également avec le consentement du titulaire de l'autorité parentale si l'aliénation, le traitement, l'intervention ou l'expérimentation ne présente pour lui aucun caractère permanent ou irréversible ni aucun risque pour sa santé.

19. La personne non douée de discernement, de façon temporaire ou permanente, ne peut aliéner entre vifs une partie de son corps ni être soumise à un examen, à un traitement ou à une intervention qui n'est pas exigé par son état de santé, sans le consentement de son tuteur ou curateur. Elle ne peut être soumise à une expérimentation.

20. L'examen, le traitement ou l'intervention qui présente un caractère permanent ou irréversible ou un risque sérieux pour le mineur ou le majeur non-doué de discernement ne peut avoir lieu sans l'autorisation du tribunal, lorsqu'il n'est pas exigé par l'état de santé.

21. Lorsqu'il doit statuer sur une demande d'autorisation, le tribunal prend l'avis d'experts, du tuteur ou du curateur de la personne et du conseil de tutelle.

Il doit nécessairement s'assurer que l'examen, le traitement, l'intervention ou l'expérimentation est fait dans l'intérêt de la personne, qu'il ne lui cause pas de préjudice et qu'il est opportun dans les circonstances.

Il doit aussi, sauf impossibilité, recueillir l'avis de la personne concernée et respecter son refus, à moins de motifs graves.

22. Le consentement à un examen, à un traitement, à une intervention ou à une expérimentation qui n'est pas exigé par l'état de santé doit être donné par écrit.

Il peut toujours être révoqué, même verbalement.

23. L'aliénation d'une partie de son corps doit être gratuite, à moins que son objet ne soit une partie du corps susceptible de régénération.

24. Lorsqu'une personne présente pour elle-même ou pour autrui un danger réel en raison de son état mental, le tribunal peut,

sur demande d'un médecin ou de toute autre personne intéressée et sur preuve de son état, ordonner un examen psychiatrique et la garde de la personne, malgré son opposition.

Si le danger est imminent, un médecin exerçant dans un établissement de santé ou de services sociaux doit, à la demande d'une personne intéressée, l'admettre sous garde.

25. Une personne ne peut être gardée contre son gré plus de vingt-quatre heures dans un établissement de santé ou de services sociaux en raison de son état mental, à moins d'un jugement du tribunal ordonnant un examen psychiatrique.

26. La personne gardée en établissement pour un examen psychiatrique doit être libérée dès que sa garde n'est plus justifiée.

27. Le médecin doit procéder à l'examen, donner avis de ses conclusions et déposer son rapport auprès du tribunal dans les dix jours du jugement à moins que ce délai ne soit prolongé.

Le rapport ne peut être divulgué sans l'autorisation du tribunal.

28. Si le majeur n'est pas déjà protégé et que le rapport d'examen psychiatrique conclut à la nécessité de garder la personne en établissement ou à son inaptitude à prendre soin d'elle-même ou à administrer ses biens, l'avis des conclusions du rapport est, dès son dépôt auprès du tribunal, introductif d'une demande d'ouverture d'un régime de protection.

29. Lorsqu'une personne non douée de discernement ou un mineur est gardé dans un établissement de santé ou de services sociaux, le titulaire de l'autorité parentale et, le cas échéant, le tuteur, le curateur ou les proches parents doivent être préalablement informés par l'établissement du plan de traitement appliqué à la personne, des interventions requises, ainsi que de tout changement important dans ses conditions de vie ou dans son traitement.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU RESPECT DES DROITS DE L'ENFANT

30. Tout enfant a droit à la protection, à la sécurité et à l'attention que ses parents ou les personnes qui en tiennent lieu peuvent lui donner.

31. Le respect des droits de l'enfant et son intérêt doivent être les motifs déterminants des décisions prises à son sujet.

On peut prendre en considération, notamment, l'âge, la santé, le caractère de l'enfant, son milieu familial et les autres circonstances dans lesquelles il se trouve.

32. Le tribunal peut, chaque fois qu'il est saisi d'une demande mettant en jeu l'intérêt d'un enfant, donner à cet enfant la possibilité d'être entendu.

CHAPITRE CINQUIÈME

DU RESPECT DE LA RÉPUTATION ET DE LA VIE PRIVÉE

33. Toute personne a droit au respect de sa réputation et de sa vie privée; il ne peut y être porté atteinte sans son consentement ou sans que la loi ne l'autorise.

34. L'utilisation du nom, de l'image ou de la voix d'une personne, sans son consentement et à une autre fin que l'information légitime du public, donne à cette personne, outre tout autre recours, le droit de demander qu'il y soit mis fin.

35. Toute personne peut consulter et faire reproduire à ses frais un dossier qui la concerne et qu'une personne constitue ou détient sur elle dans le but d'informer un tiers, sous réserve des lois relatives à l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Elle peut faire rectifier une information inexacte, incomplète ou équivoque et faire supprimer une information non pertinente qui lui est injustement préjudiciable.

36. Lorsque la loi ne prévoit pas les conditions et les modalités d'exercice du droit d'accès ou de rectification du dossier, le tribunal les détermine, sur demande de la personne intéressée.

CHAPITRE SIXIÈME

DU RESPECT DU CORPS APRÈS LE DÉCÈS

37. Le majeur peut régler ses funérailles et le mode de disposition de son cadavre, sous réserve des lois relatives aux inhumations et incinérations.

À défaut de volontés exprimées par le défunt, on s'en remet à l'usage. En ce cas, les frais sont à la charge de la succession qui les rembourse à celui qui les acquitte.

38. La personne, même mineure, peut, dans un but médical ou scientifique, donner son cadavre ou autoriser sur celui-ci le prélèvement d'organes ou de tissus.

Cette volonté est exprimée par écrit ou verbalement devant deux témoins et elle peut être révoquée de la même manière. Il doit y être donné effet à moins d'un motif grave.

39. Un médecin peut effectuer un prélèvement sur un cadavre si, à défaut de volontés connues du défunt, il obtient le consentement du conjoint ou, à défaut de conjoint ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un proche parent.

Ce consentement n'est pas nécessaire lorsque deux médecins attestent, par écrit, l'impossibilité de l'obtenir en temps utile, l'urgence de l'intervention et l'espoir sérieux de sauver une vie humaine.

40. Aucun prélèvement ne peut être effectué à moins que la mort du donneur n'ait été constatée par deux médecins qui ne participent ni au prélèvement ni à la transplantation.

41. L'autopsie peut être effectuée dans les cas prévus par la loi, avec le consentement écrit du défunt ou sur demande du médecin traitant, du conjoint ou d'un proche parent du défunt.

42. Lorsque les circonstances d'un décès le justifient, le tribunal ou un coroner peut, sur demande d'un médecin ou de toute personne intéressée, ordonner l'autopsie du défunt.

43. On ne peut embaumer, inhumer ou incinérer un cadavre avant l'expiration de douze heures depuis le décès.

44. Il est permis, en suivant les prescriptions de la loi, d'exhumer un cadavre si un tribunal ou un coroner l'ordonne, si la destination du lieu où il est inhumé change, s'il s'agit de l'inhumer ailleurs ou de réparer le tombeau ou le cercueil.

TITRE DEUXIÈME

DU NOM

CHAPITRE PREMIER

DE L'ATTRIBUTION DU NOM

45. Toute personne a un nom et au moins un prénom qui lui sont attribués et qui sont constatés dans l'acte de naissance.

46. On attribue à l'enfant, au choix de ses père et mère, un ou plusieurs prénoms, ainsi que le nom de l'un d'eux ou un nom composé d'au plus deux parties provenant des noms de ses père et mère.

47. En cas de désaccord sur le choix du nom, le directeur de l'état civil attribue à l'enfant un nom composé de deux parties provenant l'une du nom du père, l'autre de celui de la mère, selon leur choix respectif.

48. Si le désaccord porte sur le choix du prénom, le directeur de l'état civil attribue à l'enfant deux prénoms au choix respectif des père et mère.

49. L'enfant dont seule la filiation paternelle ou maternelle est établie porte le nom de son père ou de sa mère, selon le cas, et un ou plusieurs prénoms choisis par ce dernier.

50. L'enfant dont la filiation n'est pas établie porte les nom et prénom qui lui sont attribués par le directeur de l'état civil.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'UTILISATION DU NOM

51. Toute personne a droit au respect de son nom.

52. Celui qui utilise un autre nom que le sien est responsable de la confusion ou du préjudice qui peut en résulter.

53. Le titulaire d'un nom, son conjoint ou ses proches parents peuvent s'opposer à ce qu'un tiers utilise ce nom, s'il n'y a droit.

CHAPITRE TROISIÈME

DU CHANGEMENT DE NOM

SECTION I

DISPOSITION GÉNÉRALE

54. Le changement de nom d'une personne, qu'il porte sur le nom ou le prénom, ne peut avoir lieu que s'il est autorisé par le directeur de l'état civil ou, en certains cas, par le tribunal.

SECTION II

DU CHANGEMENT DE NOM PAR VOIE ADMINISTRATIVE

55. Le changement de nom peut être autorisé par le directeur de l'état civil:

1° lorsque le nom généralement utilisé ne correspond pas à celui qui est inscrit dans l'acte de naissance;

2° lorsque le nom est d'origine étrangère ou trop difficile à prononcer ou à écrire dans sa forme originale;

3° lorsqu'il prête au ridicule ou est frappé d'infamie.

Il peut aussi être autorisé pour tout autre motif jugé suffisant qui ne ressortit pas à la compétence exclusive du tribunal.

56. Le majeur, qui a la citoyenneté canadienne et est domicilié au Québec depuis au moins un an, peut demander le changement de son nom ainsi que celui de ses enfants mineurs qui portent le même nom ou une partie de ce nom.

57. Celui qui demande un changement de nom expose ses motifs et indique, le cas échéant, le nom de son conjoint ainsi que celui de ses père et mère et de ses enfants.

Il atteste sous serment que les motifs exposés et les renseignements donnés sont exacts et il joint à sa demande tous les documents utiles.

58. À moins de motifs impérieux, il n'est pas fait droit à la demande de changement de nom à l'égard d'un enfant mineur si le tuteur ou si le mineur de quatorze ans s'y oppose.

59. Avant d'autoriser un changement de nom, le directeur de l'état civil doit s'assurer que des avis de la demande ont été publiés; il doit donner aux tiers qui le demandent la possibilité d'exposer leurs observations.

Il peut aussi exiger du demandeur les explications et les renseignements supplémentaires utiles.

60. Les autres règles relatives à la procédure administrative de changement de nom, à la publicité de la demande et aux droits à percevoir sont arrêtées par le ministre de la Justice et publiées à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION III

DU CHANGEMENT DE NOM PAR VOIE JUDICIAIRE

61. Le tribunal peut seul autoriser le changement de nom d'un enfant, même majeur, en cas de changement dans la filiation, de retrait de l'autorité parentale ou de condamnation de l'un des parents à une peine infamante.

Il peut aussi autoriser un tel changement lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et que le tuteur y consent.

62. La demande qui concerne un mineur peut être présentée par l'enfant lui-même s'il est âgé de quatorze ans. Avis doit en être donné au titulaire de l'autorité parentale et au tuteur.

63. Lors d'une adoption, le tribunal attribue à l'adopté le nom choisi par l'adoptant, à moins qu'il ne décide, à la demande de l'adoptant ou de l'adopté, de lui laisser son nom d'origine.

64. Le tribunal peut, à la demande de l'intéressé, réviser la décision du directeur de l'état civil de ne pas autoriser un changement de nom.

SECTION IV

DES EFFETS DU CHANGEMENT DE NOM

65. Le changement de nom prend effet à compter de la décision qui l'autorise.

Un avis en est publié à la *Gazette officielle du Québec*, sauf dispense spéciale du ministre de la Justice.

66. Le changement de nom n'affecte en rien les droits et les obligations d'une personne.

67. Les documents faits par la personne qui a changé de nom ou ceux qui ont été faits sous son ancien nom sont réputés faits sous son nouveau nom.

Cette personne ou un tiers intéressé peut exiger que ces documents soient rectifiés, à ses frais, par l'indication du nouveau nom.

68. Les actions auxquelles est partie une personne qui a changé de nom sont continuées sous son nouveau nom sans reprise d'instance.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU CHANGEMENT DE LA MENTION DU SEXE

69. Le directeur de l'état civil peut, à la demande d'une personne qui a subi avec succès des traitements médicaux et les interventions chirurgicales impliquant une modification structurale des organes sexuels et destinés à changer ses caractères sexuels apparents, modifier les mentions du prénom et du sexe figurant à son acte de naissance.

Seul un majeur, non marié, domicilié au Québec depuis au moins un an et ayant la citoyenneté canadienne, peut faire cette demande.

70. La demande doit être accompagnée d'un certificat du médecin qui a procédé aux traitements et des autres documents pertinents.

En outre, un médecin exerçant au Québec, qui n'a participé ni aux traitements ni aux interventions, doit attester que la personne qui fait la demande a subi avec succès les traitements appropriés.

71. La demande de changement de prénom et de mention du sexe obéit aux mêmes règles de procédure que la demande de changement de nom et elle est sujette à la même publicité et aux mêmes droits.

La décision du directeur de l'état civil de ne pas autoriser le changement peut être révisée par le tribunal, à la demande de l'intéressé.

72. Le changement de prénom et de mention du sexe produit les mêmes effets que le changement de nom et de la même manière.

Au registre de l'état civil, la mention n'est portée qu'à l'acte de naissance de la personne intéressée.

TITRE TROISIÈME

DU DOMICILE

73. Le domicile d'une personne est au lieu de sa résidence principale à moins qu'elle n'ait manifesté l'intention de le maintenir au lieu de sa résidence principale antérieure.

74. Le changement de domicile s'opère par le fait d'établir sa résidence principale dans un autre lieu sans manifester son intention de maintenir son domicile antérieur; il s'opère aussi par l'abandon du domicile antérieur qui avait été maintenu.

75. La preuve de l'intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.

76. La personne dont le domicile ne peut être ainsi établi, est présumée domiciliée au lieu où elle se trouve.

Si ce lieu est inconnu, elle est présumée domiciliée à son dernier domicile connu.

77. Le mineur non émancipé a son domicile chez son tuteur ou, à défaut, chez le titulaire de l'autorité parentale.

78. Lorsque la tutelle ou l'autorité parentale est exercée par les père et mère mais que ceux-ci n'ont pas de domicile commun, le mineur est présumé domicilié chez celui d'entre eux qui en a la garde ou chez celui que le tribunal détermine.

En l'absence d'une décision judiciaire attribuant la garde, le mineur est présumé domicilié chez celui avec lequel il réside habituellement.

79. Le majeur en tutelle est domicilié chez son tuteur; celui en curatelle l'est chez son curateur.

80. Les époux peuvent avoir un domicile distinct sans qu'il soit pour autant porté atteinte aux règles relatives à la vie commune.

81. Les parties à un acte juridique peuvent y faire, par écrit, élection de domicile en vue de son exécution ou de l'exercice des droits qui en découlent.

L'élection de domicile ne se présume pas.

TITRE QUATRIÈME

DE LA MAJORITÉ ET DE LA MINORITÉ

CHAPITRE PREMIER

DE LA MAJORITÉ

82. La majorité est fixée à dix-huit ans.

La personne, jusqu'alors mineure, devient pleinement capable d'exercer tous les droits civils.

83. La capacité du majeur ne peut être limitée que par une disposition expresse de la loi ou par un jugement prononçant l'ouverture d'un régime de protection.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA MINORITÉ

84. Le mineur a la capacité d'exercer ses droits civils suivant son âge et son discernement, sauf les précisions et les restrictions de la loi.

85. Le mineur peut, compte tenu de ses revenus et de son âge, contracter seul pour satisfaire ses besoins ordinaires et usuels.

86. Le mineur conserve l'administration du produit de son travail; il conserve aussi l'administration des allocations qui lui sont versées et qui combler ses besoins ordinaires et usuels.

87. Le mineur est réputé majeur pour tous les actes relatifs à l'exercice de son métier.

88. Le mineur est responsable du préjudice qui résulte de ses délits et quasi-délits.

89. Hors les cas où il peut agir seul, le mineur est représenté par son tuteur pour l'exercice de ses droits civils ou, lorsque la loi le permet, par le titulaire de l'autorité parentale.

90. À moins que la loi ou la nature de l'acte ne le permette pas, l'acte que le mineur peut faire seul peut aussi être fait valablement par son représentant.

91. Le mineur doit être représenté en justice par son tuteur; ses actions sont portées au nom de ce dernier.

Toutefois, il peut, avec l'autorisation du tribunal, intenter seul une action relative à son état ou à un acte à l'égard duquel il peut agir seul; il peut aussi, dans ce cas, agir seul en défense.

92. Outre les autres cas prévus par la loi, le mineur peut invoquer seul, en défense, l'irrégularité provenant de son défaut de représentation ou l'incapacité lui résultant de sa minorité.

93. L'acte fait par le mineur lorsque la loi ne lui permet pas d'agir seul est nul.

94. Les actes accomplis sans les formalités prescrites au tuteur sont annulables, à la demande du mineur, sans qu'il soit nécessaire pour lui d'établir un préjudice.

95. Le mineur peut, s'il en souffre préjudice, demander que l'acte qu'il a fait seul alors qu'il devait être représenté soit annulé ou que les obligations qui en découlent soient réduites.

96. Le mineur ne peut exercer le recours en nullité ou en réduction lorsque le préjudice qu'il éprouve ne résulte que d'un événement casuel et imprévu.

97. La simple déclaration faite par un mineur qu'il est majeur ne le prive pas de son recours en nullité ou en réduction.

98. Le mineur devenu majeur peut confirmer l'acte fait seul en minorité, sauf ceux que la loi ne lui permettait pas de faire. Après la reddition du compte de tutelle, il peut confirmer l'acte fait par son tuteur sans que toutes les formalités n'aient été observées.

CHAPITRE TROISIÈME

DE L'ÉMANCIPATION

SECTION I

DE L'ÉMANCIPATION PAR LE TUTEUR OU LE TRIBUNAL

99. Le tuteur peut, avec l'accord du conseil de tutelle, émanciper le mineur de seize ans qui le lui demande, par le dépôt d'une déclaration en ce sens au tribunal de son domicile.

L'émancipation prend effet à compter du dépôt de la déclaration.

100. Le tribunal peut aussi, après avoir pris l'avis du tuteur et du conseil de tutelle, émanciper le mineur qui le lui demande.

101. Le tuteur doit rendre compte de son administration au mineur émancipé. Il continue néanmoins d'assister ce dernier, mais sa charge est gratuite.

102. L'émancipation accroît la capacité du mineur d'exercer ses droits civils. Elle ne met pas fin à la minorité et ne confère pas tous les droits résultant de la majorité.

103. Le mineur émancipé peut établir son propre domicile; il cesse d'être sous l'autorité de ses père et mère.

104. Le mineur émancipé peut faire tous les actes de simple administration; il peut aussi passer des baux d'une durée d'au plus trois ans et donner des biens suivant ses facultés, s'il n'entame pas notablement son capital.

Il n'est pas admis à demander, en raison de sa minorité, la nullité de ces actes ou la réduction des obligations qui en découlent, même s'il en souffre préjudice.

105. Le mineur émancipé doit être assisté de son tuteur pour tout acte excédant la simple administration, notamment pour l'introduction d'une action immobilière.

106. Les prêts ou les emprunts considérables, eu égard à la fortune du mineur émancipé, et les actes d'aliénation d'un immeuble ou d'une entreprise doivent être autorisés par le tribunal, sur avis du tuteur.

SECTION II

DE L'ÉMANCIPATION PAR MARIAGE

107. Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

Cette émancipation le rend capable, comme s'il était majeur, de tous les actes de la vie civile.

TITRE CINQUIÈME

DE LA TUTELLE AU MINEUR

CHAPITRE PREMIER

DE LA CHARGE TUTÉLAIRE

108. La tutelle est établie dans l'intérêt du mineur; elle est destinée à assurer l'exercice de ses droits et l'administration de son patrimoine.

109. La tutelle au mineur est légale ou dative.

La tutelle dative est celle qui est déférée par les père et mère ou par le tribunal.

110. La tutelle est une charge personnelle, accessible à tout majeur pleinement capable de l'exercice des droits civils.

111. La tutelle ne passe pas aux héritiers du tuteur. Toutefois, s'ils sont majeurs, ils sont tenus de continuer l'administration de leur auteur jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

112. Les père et mère, les autres titulaires de l'autorité parentale ou le directeur de la protection de la jeunesse exercent la charge de tutelle gratuitement.

113. Nul ne peut être contraint d'accepter la charge de tuteur datif sauf, à défaut d'une autre personne, le directeur de la protection de la jeunesse ou, pour une tutelle aux biens, le curateur public.

114. Le tuteur datif peut recevoir une rémunération dont le montant est fixé par le tribunal, le père ou la mère qui le nomme ou encore par le liquidateur de la succession de ce dernier, s'il y est autorisé. On tient compte des charges de la tutelle et des revenus des biens à gérer.

115. Sauf division, la tutelle s'étend à la personne et aux biens du mineur.

116. On ne peut nommer qu'un tuteur à la personne, mais on peut en nommer plusieurs aux biens.

117. Lorsque plusieurs tuteurs aux biens sont nommés, chacun d'eux est responsable de la gestion des biens qui lui ont été confiés et représente le mineur, même en justice, quant à ces biens.

118. Une personne morale spécialisée dans l'administration du bien d'autrui peut être tutrice aux biens.

119. Le tuteur aux biens rend compte annuellement de sa gestion au tuteur à la personne.

120. Chaque fois qu'un mineur a des intérêts à discuter en justice avec son tuteur, on lui nomme un tuteur ad hoc.

121. En cas de difficultés relatives à l'exercice des charges de la tutelle entre les père et mère ou entre le tuteur à la personne et le titulaire de l'autorité parentale, l'un ou l'autre peut saisir le tribunal du différend.

Le tribunal statue dans l'intérêt du mineur après avoir favorisé la conciliation des parties et pris, au besoin, l'avis du conseil de tutelle.

122. Le siège de la tutelle est au domicile du tuteur. Ce dernier en donne avis au tribunal de son domicile.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA TUTELLE LÉGALE

123. Les père et mère, s'ils sont majeurs ou émancipés, sont de plein droit tuteurs de leur enfant mineur.

Ils le sont également de leur enfant conçu, mais qui n'est pas encore né, pour lequel ils sont chargés d'agir dans tous les cas où ses intérêts pécuniaires l'exigent.

124. Les père et mère exercent ensemble la tutelle, à moins que l'un d'eux ne soit décédé ou ne se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou de le faire en temps utile.

125. L'un des parents peut donner à l'autre mandat de le représenter dans l'exercice de la tutelle.

Ce mandat est présumé à l'égard des tiers de bonne foi.

126. Lorsque la garde de l'enfant fait l'objet d'un jugement, la tutelle est exercée par celui des parents qui se voit confier la garde du mineur, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

127. Le retrait total de l'autorité parentale entraîne la perte de la tutelle; le retrait partiel n'entraîne la perte de la tutelle que si le tribunal en décide ainsi.

128. Le père ou la mère qui s'est vu retirer la tutelle par suite du retrait total ou partiel de l'autorité parentale peut être rétabli dans sa charge lorsque l'autorité lui est restituée, même après l'ouverture d'une tutelle dative.

129. Le directeur de la protection de la jeunesse ayant compétence au lieu où réside l'enfant devient d'office tuteur légal de l'enfant lorsque le tribunal prononce le retrait total de l'autorité parentale à l'égard des père et mère du mineur, sans procéder à la nomination d'un autre tuteur.

130. Le directeur de la protection de la jeunesse est aussi, jusqu'au jugement d'adoption, tuteur légal de l'enfant déclaré adoptable ou qui lui est remis à la suite d'un consentement général à l'adoption, sauf décision du tribunal nommant un autre tuteur.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA TUTELLE DATIVE

131. Le père ou la mère peut nommer un tuteur à son enfant mineur par testament ou par le dépôt d'une déclaration en ce sens au tribunal de son domicile.

132. Le droit de nommer le tuteur n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère, s'il a conservé au jour de sa mort la tutelle légale.

133. Si les père et mère meurent en même temps et que chacun a désigné comme tuteur une personne différente et chacune d'elle accepte, le conseil de tutelle désigne celle d'entre elles qui sera le tuteur.

134. Sauf si sa désignation est contestée, le tuteur nommé par les parents entre en fonction lors de son acceptation, après le décès du dernier mourant.

Il est présumé accepter la tutelle s'il n'a pas refusé la charge dans les trente jours à compter du moment où il a eu connaissance de sa nomination.

135. Le tuteur nommé par les parents doit, s'il accepte la charge, en aviser le liquidateur de la succession.

Il doit aussi déposer un avis en ce sens au tribunal de son domicile.

136. Le refus d'accepter la charge est fait par écrit et notifié au liquidateur de la succession ou, à défaut, au curateur public.

137. Lorsque la personne nommée par le parent refuse la charge de tuteur et que le parent a désigné un remplaçant, la personne qui refuse doit en aviser ce dernier.

Elle peut néanmoins revenir sur son refus avant que le remplaçant n'accepte la charge ou que l'ouverture d'une tutelle ne soit demandée au tribunal.

138. La tutelle est déférée par le tribunal lorsqu'il y a lieu de nommer ou de remplacer un tuteur ou de nommer un tuteur ad hoc ou un tuteur aux biens ou encore lorsque la désignation d'un tuteur par les père et mère est contestée.

Elle est donnée sur avis du conseil de tutelle, à moins qu'elle ne soit demandée par le directeur de la protection de la jeunesse.

139. Peuvent demander au tribunal l'ouverture d'une tutelle et proposer, le cas échéant, une personne qui soit apte à remplir cette charge et y consent, le mineur, le titulaire de l'autorité parentale et les proches parents et alliés du mineur ou toute autre personne intéressée.

140. Le directeur de la protection de la jeunesse peut aussi demander l'ouverture d'une tutelle à un enfant mineur orphelin qui n'est pas déjà pourvu d'un tuteur, à un enfant dont ni les père ou mère ni le tuteur n'assument, de fait, l'entretien ou l'éducation ou à un enfant dont l'intérêt exige, dans les circonstances, qu'il ne retourne pas auprès de ses père ou mère.

141. Le jugement qui nomme un tuteur a effet à compter de son dépôt au greffe.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE L'ADMINISTRATION TUTÉLAIRE

142. À l'égard de l'administration des biens de leur enfant mineur, les père et mère sont tenus du soin qu'une personne prudente et diligente apporte à son propre patrimoine.

143. Les père et mère sont tenus aux obligations du tuteur datif dans l'administration des biens qui échoient au mineur par donation, testament, transaction, jugement ou autrement si les revenus annuels de ces biens excèdent la somme nécessaire annuellement pour l'entretien et l'éducation du mineur ou si le tribunal l'ordonne, à la demande d'un intéressé.

Ils sont tenus aux mêmes obligations dans l'administration de la partie du produit du travail du mineur dont celui-ci ne conserve pas l'administration.

144. Les biens donnés ou légués à un mineur à la condition qu'ils soient administrés par un tiers sont soustraits à l'administration du tuteur légal ou datif.

Si l'acte n'indique pas le régime d'administration de ces biens, la personne qui les administre a les droits et obligations d'un tuteur aux biens.

145. Le tuteur datif agit à l'égard des biens du mineur à titre d'administrateur chargé de la simple administration.

146. Pour les actes qui excèdent la simple administration, le tuteur doit être spécialement autorisé par le conseil de tutelle.

S'il s'agit de grever un bien d'une sûreté réelle, d'aliéner un bien important à caractère familial, un immeuble ou une entreprise ou de provoquer le partage définitif des immeubles d'un mineur indivisaire, il doit être autorisé par le tribunal qui prend alors l'avis du conseil de tutelle.

147. Le tuteur peut accepter seul une libéralité en faveur de son pupille. Toutefois, il ne peut accepter une donation ou un legs avec charge sans obtenir l'autorisation du conseil de tutelle.

148. Le tuteur ne peut transiger ou poursuivre un appel que suivant les instructions du conseil de tutelle.

149. Le tuteur ne peut, sans avoir obtenu l'évaluation d'un expert, aliéner un bien d'une valeur excédant 6 000 \$, sauf s'il s'agit de valeurs cotées et négociées en bourse.

Copie de l'évaluation est jointe au compte de gestion annuel.

Constituent un seul et même acte les opérations juridiques connexes par leur nature, leur objet ou le moment de leur passation.

150. Le greffier du tribunal donne avis, sans délai, au conseil de tutelle ainsi qu'au curateur public de tout jugement relatif aux intérêts patrimoniaux du mineur, rendu à la suite d'une action à laquelle le tuteur est partie en cette qualité.

151. Les revenus du mineur provenant de ses biens ou d'autres sources et le produit de son travail sont affectés à son entretien et à son éducation; ces sommes s'ajoutent à la contribution des parents.

Les surplus sont ensuite affectés à la conservation de ses biens puis au paiement de ses obligations alimentaires. Le reste est intégré à son capital.

152. Le tuteur prélève sur les biens qu'il administre les sommes nécessaires pour acquitter les charges de la tutelle, notamment pour assurer l'entretien et l'éducation du mineur.

153. Le tuteur à la personne convient avec le tuteur aux biens de la somme qui lui est nécessaire annuellement pour acquitter les charges de la tutelle.

S'ils ne s'entendent pas sur la somme ou son paiement, le conseil de tutelle ou, à défaut, le tribunal tranche.

154. Lorsque les revenus ou le produit du travail du mineur sont considérables, le conseil de tutelle fixe la somme dont le mineur

peut conserver l'administration pour ses besoins ordinaires et usuels; il tient compte des conditions générales de l'entretien et de l'éducation du mineur ainsi que de ses obligations alimentaires et de celles de ses parents.

155. Lorsque la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse ou par une personne qu'il recommande, il n'est tenu qu'aux obligations des père et mère dans l'administration des biens du mineur.

Si les revenus annuels de ces biens excèdent la somme nécessaire annuellement pour l'entretien et l'éducation du mineur ou si le tribunal l'ordonne, la tutelle aux biens est déférée au curateur public. Celui-ci est tenu des droits et obligations du tuteur datif sous réserve des lois relatives à la curatelle publique.

156. Lorsque la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse et que le mineur est gardé habituellement dans un établissement de santé ou de services sociaux en raison d'une incapacité physique ou mentale, la garde est exercée par l'établissement qui exerce alors, par son représentant autorisé, les devoirs et pouvoirs du titulaire de l'autorité parentale.

CHAPITRE CINQUIÈME

DU CONSEIL DE TUTELLE

SECTION I

DE LA CONSTITUTION DU CONSEIL

157. Le tribunal ou une personne intéressée peut provoquer la constitution du conseil de tutelle en convoquant une assemblée de parents et d'amis devant le protonotaire du lieu où le mineur a son domicile ou sa résidence ou devant un notaire.

Au moins sept personnes doivent assister à cette assemblée et, autant que possible, les lignes paternelle et maternelle doivent y être représentées.

158. Peuvent faire partie du conseil de tutelle et doivent être convoqués à l'assemblée, les père et mère du mineur s'ils sont titulaires de l'autorité parentale, ses frères et soeurs majeurs ainsi que ses autres ascendants.

Peuvent être convoqués à l'assemblée et faire partie du conseil les autres parents et alliés du mineur et ses amis, s'ils sont majeurs.

159. Les personnes qui devaient être convoquées ont toujours droit de se présenter à l'assemblée de constitution et d'y donner leur avis même si on ne les a pas convoquées.

160. Eu égard à la situation familiale du mineur, à l'importance de son patrimoine et au nombre de personnes convoquées, le conseil de tutelle se compose de trois ou de cinq personnes.

161. Les personnes convoquées décident du nombre de personnes qui forment le conseil; elles désignent les membres du conseil et, dans la mesure du possible, deux suppléants, en favorisant pour ces désignations une représentation des lignes maternelle et paternelle.

Elles fixent également le siège du conseil et désignent, parmi les membres du conseil ou non, un secrétaire chargé de rédiger et de conserver les procès-verbaux des délibérations du conseil; le cas échéant, elles fixent la rémunération du secrétaire.

Ces délibérations sont prises à la majorité des voix.

162. Le tuteur ne peut être membre du conseil de tutelle, mais il doit être invité à toutes les séances pour y donner son avis.

163. Nul ne peut être contraint d'accepter une charge au conseil et, celui qui a accepté une charge peut toujours en être relevé par les autres membres du conseil, pourvu que cela ne soit pas à contretemps.

La charge est personnelle et gratuite.

164. Le conseil se réunit une fois l'an; il ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

Ses séances peuvent, si les circonstances l'exigent, être tenues au moyen d'une conférence téléphonique.

165. Les membres du conseil comblent les vacances au conseil en choisissant d'abord un suppléant déjà désigné dans la ligne où s'est produite la vacance. À défaut de suppléant, ils comblent la vacance par un parent ou allié de la même ligne ou, autrement, par un allié ou par un ami.

SECTION II

DES DROITS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL

166. Le conseil de tutelle a pour rôle de surveiller la tutelle dative, à l'exception de celle du directeur de la protection de la jeunesse ou du curateur public.

Il donne les avis requis par la loi et, s'il y a lieu, les autorisations requises.

167. Lorsque les règles de l'administration du bien d'autrui prévoient que le bénéficiaire doit ou peut consentir à un acte, recevoir un avis ou être consulté, le conseil agit pour lui.

168. Le conseil doit faire nommer un tuteur ad hoc chaque fois que la personne protégée a des intérêts à discuter en justice avec son tuteur.

169. Le conseil reçoit le compte annuel de gestion du tuteur. Il a droit de consulter tous les documents et pièces à l'appui du compte et de s'en faire remettre copie.

170. Toute personne intéressée peut, pour un motif grave, demander au tribunal, dans un délai de dix jours, la révision d'une décision du conseil ou l'autorisation de constituer un nouveau conseil.

171. Le tuteur peut, au besoin, provoquer la convocation du conseil ou, si le conseil ne peut se réunir, demander au tribunal l'autorisation d'agir seul.

172. Il est de la responsabilité du conseil de s'assurer de la conservation des archives tutélaires au siège du conseil et, à la fin de la tutelle, de les remettre au mineur ou à ses héritiers.

SECTION III

D'UN SUBSTITUT AU CONSEIL

173. Le tribunal peut statuer que les fonctions du conseil de tutelle seront exercées par un substitut lorsqu'il est impossible de constituer un conseil en raison de l'éloignement des membres de la famille, d'un empêchement majeur ou lorsqu'il est inopportun de le faire en raison de la situation familiale du mineur.

174. Le tribunal peut désigner un juge, un protonotaire, le directeur de la protection de la jeunesse ou le curateur public pour agir comme substitut.

Il peut alors restreindre les droits et obligations du conseil en regard de l'administration tutélaire.

CHAPITRE SIXIÈME

DES MESURES DE SURVEILLANCE DE LA TUTELLE

SECTION I

DE L'INVENTAIRE

175. À l'ouverture de la tutelle dative, le tuteur doit, dans les deux mois, procéder à l'inventaire des biens à administrer.

176. Les biens échus au mineur après l'ouverture de la tutelle doivent faire aussi l'objet d'un inventaire.

177. Les père et mère sont dispensés de faire un inventaire, sauf à l'égard des biens visés à l'article 143.

De même, un tuteur qui continue l'administration d'un autre tuteur, après la reddition de compte, en est-il dispensé.

178. Copie de l'inventaire est adressée au curateur public et, le cas échéant, au conseil de tutelle.

SECTION II

DE LA SÛRETÉ

179. Après confection de l'inventaire, si la valeur des biens à administrer excède 10 000 \$, le tuteur doit fournir une sûreté dont la nature, la valeur et l'objet sont déterminés par le conseil de tutelle, dans le délai qu'il fixe.

Les père et mère ne sont tenus de cette obligation que si la valeur des biens de l'enfant visés à l'article 143 excède 25 000 \$.

180. Les frais de la sûreté sont à la charge de la tutelle.

181. Le tuteur doit, sans délai, justifier de la sûreté au conseil de tutelle et au curateur public.

182. La personne morale spécialisée dans l'administration des biens d'autrui est dispensée de fournir une sûreté lorsqu'elle agit comme tutrice aux biens.

183. Lorsqu'il y a lieu de donner mainlevée d'une sûreté, le membre du conseil de tutelle autorisé à cette fin par le conseil ou le mineur devenu majeur peut le faire ou requérir la radiation.

SECTION III

DES RAPPORTS ET COMPTES

184. À la fin de son administration, le tuteur doit en rendre compte au mineur, au liquidateur de la succession de ce dernier ou, le cas échéant, au nouveau tuteur. Il doit transmettre copie du compte définitif au conseil de tutelle et au curateur public.

185. Le tuteur transmet au mineur de quatorze ans, au conseil de tutelle et au curateur public le compte annuel de sa gestion.

186. Les père et mère sont dispensés de rendre compte sauf à l'égard des biens visés à l'article 143.

187. Le tuteur doit des intérêts sur le reliquat à compter de la clôture du compte définitif ou du moment où il est mis en demeure de produire son compte; le mineur n'en doit qu'à compter de la mise en demeure.

188. Tout accord sur l'administration ou le compte, entre le tuteur et le mineur, est nul s'il n'est précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives.

189. Le curateur public examine les comptes annuels de gestion du tuteur et le compte définitif.

Il a droit d'exiger tout document et toute explication concernant ces comptes.

CHAPITRE SEPTIÈME

DE LA FIN DE LA TUTELLE

190. La tutelle prend fin à la majorité, au mariage ou au décès du mineur.

191. La charge du tuteur cesse à la fin de la tutelle, lorsqu'il est remplacé ou lors qu'il décède.

192. Le tuteur peut, pour un motif valable, demander au tribunal d'être relevé de sa charge pourvu que sa demande ne soit pas faite à contretemps et qu'avis en ait été donné au conseil de tutelle.

193. Le conseil de tutelle ou, en cas d'urgence, l'un de ses membres doit demander le remplacement du tuteur qui ne peut exercer sa charge, qui ne respecte pas les droits du mineur ou qui ne respecte pas ses obligations. Le tuteur à la personne doit agir de même à l'égard d'un tuteur aux biens.

Une personne intéressée, y compris le curateur public, peut aussi demander le remplacement du tuteur pour ces motifs.

194. Lorsque la tutelle est exercée par le directeur de la protection de la jeunesse, par une personne qu'il recommande ou par le curateur public, une personne intéressée peut demander la nomination d'un autre tuteur sans avoir à justifier d'un autre motif que l'intérêt de la personne.

195. Pendant l'instance, le tuteur continue à exercer sa charge à moins que le tribunal n'en décide autrement et ne désigne un administrateur provisoire.

196. Le jugement qui met fin à la tutelle doit énoncer les motifs du remplacement et désigner le nouveau tuteur.

TITRE SIXIÈME

DES RÉGIMES DE PROTECTION DU MAJEUR

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

197. Les régimes de protection du majeur sont établis dans son intérêt; ils sont destinés à assurer l'exercice de ses droits et l'administration de son patrimoine.

L'incapacité qui en résulte est établie en sa faveur seulement.

198. Toute décision qui concerne le majeur protégé doit être prise dans son intérêt et dans le respect de ses droits et la sauvegarde de son autonomie.

199. On nomme au majeur, un curateur ou un tuteur pour le représenter ou un conseiller pour l'assister dans la mesure où il est incapable de former ou d'exprimer un consentement libre et éclairé et de prendre soin de lui-même ou de ses biens par suite notamment d'une maladie, d'une infirmité ou d'un affaiblissement dû à l'âge qui altère ses facultés mentales ou corporelles.

On peut aussi nommer au prodigue un tuteur ou un conseiller.

200. Les règles relatives à la tutelle au mineur s'appliquent à la curatelle et à la tutelle au majeur sauf incompatibilité.

Lorsqu'il y a lieu de constituer un conseil de tutelle, le conjoint du majeur, ses ascendants et ses frères et soeurs majeurs doivent être convoqués à l'assemblée de constitution.

201. Le curateur public exerce d'office la curatelle ou la tutelle au majeur qui, placé sous un régime de protection, n'est pas déjà pourvu d'un curateur ou d'un tuteur.

202. Le curateur public a la simple administration des biens du majeur protégé même s'il est nommé curateur.

Il n'a pas la garde de la personne.

203. La garde du majeur protégé est exercée par une personne désignée par l'établissement de santé ou de services sociaux, lorsque le majeur y est gardé pour une durée prolongée, à moins qu'elle n'ait un curateur ou tuteur autre que le curateur public.

La personne désignée a les pouvoirs du curateur pour consentir à un examen, à un traitement ou à une intervention requise par l'état de santé de la personne protégée.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION

204. L'ouverture d'un régime de protection du majeur est prononcée par le tribunal du domicile du majeur, sur demande.

205. Peuvent demander l'ouverture d'un régime de protection, le majeur lui-même, son conjoint, ses proches parents et alliés, son médecin traitant, toute personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier ou le curateur public.

206. On peut, dans l'année précédant la majorité d'une personne, demander l'ouverture d'un régime de protection pour celle-ci.

Le jugement ne prend effet qu'à la majorité.

207. Lorsqu'un majeur traité dans un établissement de santé ou de services sociaux est incapable de former ou d'exprimer un consentement pour l'une des causes qui peut justifier l'ouverture d'un régime de protection, le directeur général de l'établissement doit, sans délai, attester dans un certificat le degré d'aptitude du majeur à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens.

Le certificat est établi sur la recommandation écrite du médecin qui a examiné le majeur et il en est donné avis, sans délai, au

majeur, à son conjoint, aux proches parents connus, au curateur public et, le cas échéant, au fondé de pouvoir du majeur.

208. Lorsqu'il reçoit un certificat, le curateur public doit, dans les quinze jours qui suivent, demander l'ouverture d'un régime de protection au majeur. Il est délié de cette obligation si le majeur est déjà protégé ou si la demande d'ouverture d'un régime de protection a déjà été faite.

Dès réception du certificat, il exerce d'office les devoirs et pouvoirs du curateur jusqu'à ce que le tribunal statue.

209. Lorsque, suivant l'article 28, un avis des conclusions d'un rapport d'examen psychiatrique est introductif d'une demande d'ouverture d'un régime de protection, le directeur général de l'établissement où l'examen a eu lieu informe le majeur, son conjoint, ses proches parents connus, le curateur public et, le cas échéant, le fondé de pouvoir du majeur.

Ces personnes peuvent intervenir à la demande. À défaut par elles de le faire, le tribunal peut néanmoins statuer sur l'ouverture d'un régime de protection.

210. En cours d'instance et provisoirement, le tribunal peut, même d'office, statuer sur la garde du majeur et désigner un administrateur chargé de la simple administration des biens de la personne à protéger.

211. Le tribunal appelé à établir le régime de protection doit prendre en considération, outre l'avis du conseil de tutelle, les expertises et les preuves médicales ainsi que le degré d'autonomie de la personne à protéger.

Il doit, dans la mesure du possible, donner à la personne à protéger l'occasion d'être entendue.

212. Le tribunal qui ouvre un régime de protection doit, dans la mesure du possible, consulter le majeur et prendre son avis sur la personne qui sera chargée de le représenter ou de l'assister.

213. Le jugement qui ouvre un régime de protection est toujours susceptible de révision que la cause ait cessé ou que la condition, physique ou mentale, de la personne se soit modifiée.

Le tribunal peut prévoir la révision du jugement à une date qu'il indique.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA CURATELLE AU MAJEUR

214. Le tribunal ouvre une curatelle et nomme un curateur au majeur s'il est établi que son incapacité a un caractère permanent et total.

215. Le curateur a la pleine administration des biens de la personne protégée et seules les règles de l'administration du bien d'autrui s'appliquent à son administration. Dans les cas où ces règles prévoient que le bénéficiaire doit ou peut consentir à un acte, recevoir un avis ou être consulté, le conseil de tutelle agit pour le majeur.

216. L'acte fait seul par le majeur en curatelle peut être déclaré nul ou les obligations qui en découlent réduites sans qu'on ait à prouver un préjudice.

217. Les actes fait antérieurement à la curatelle peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, si l'incapacité était apparente ou connue à l'époque où les actes ont été passés et si le majeur en souffre préjudice.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA TUTELLE AU MAJEUR

218. Le tribunal ouvre une tutelle et nomme un tuteur au majeur s'il est établi que son incapacité n'a pas un caractère permanent ou total.

219. Le tuteur a la simple administration des biens du majeur. Il l'exerce de la même manière que le tuteur au mineur, sauf si le tribunal en décide autrement.

220. La capacité d'exercice du majeur en tutelle est celle du mineur. Toutefois, le tribunal peut, à l'ouverture de la tutelle ou postérieurement, accroître ou restreindre cette capacité sur l'avis d'experts et du conseil de tutelle. Il indique alors les actes pour lesquels la personne peut ou ne peut agir seule.

221. Les actes faits antérieurement à la tutelle peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, si l'incapacité était apparente ou connue à l'époque où les actes ont été passés et si le majeur en souffre préjudice.

CHAPITRE CINQUIÈME

DU CONSEILLER AU MAJEUR

222. Le tribunal nomme un conseiller au majeur qui, bien que généralement ou habituellement capable de donner un consentement et d'administrer ses biens, ne le peut pour certains actes ou pour un certain temps.

223. Le conseiller n'a pas l'administration des biens de la personne protégée. Il doit cependant intervenir aux actes pour lesquels il est tenu de lui prêter assistance.

224. Le tribunal, sur l'avis du conseil de tutelle, indique les actes pour lesquels l'assistance du conseiller est requise.

S'il ne le précise pas, le majeur pourvu d'un conseiller doit être assisté de celui-ci pour tous les actes qui excèdent la capacité du mineur émancipé. ♦

225. Les actes faits seul par un majeur alors que l'intervention de son conseiller était requise peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, si ces actes lui causent un préjudice.

CHAPITRE SIXIÈME

DE LA FIN DU RÉGIME DE PROTECTION

226. Le régime de protection cesse par l'effet d'un jugement de mainlevée ou par le décès du majeur protégé.

227. Le majeur protégé peut toujours, après le jugement de mainlevée et, le cas échéant, la reddition de compte du curateur ou du tuteur, confirmer un acte autrement annulable.

• **228.** La vacance de la charge de curateur, de tuteur ou de conseiller ne met pas fin au régime de protection.

Le conseil de tutelle doit, le cas échéant, provoquer la nomination d'un nouveau curateur, tuteur ou conseiller.

TITRE SEPTIÈME

DE L'ABSENCE ET DU DÉCÈS

CHAPITRE PREMIER

DE L'ABSENCE

229. L'absent est celui qui, alors qu'il avait son domicile au Québec, a cessé d'y paraître sans donner de nouvelles et sans que l'on sache s'il vit encore.

Il est présumé vivant durant les sept années qui suivent sa disparition, à moins que son décès ne soit prouvé avant l'expiration de ce délai.

230. Un tuteur peut être nommé à l'absent qui a des droits à exercer ou des biens à administrer si l'absent n'a pas désigné d'administrateur de ses biens ou si ce dernier n'est pas connu, ne peut agir ou refuse d'agir.

231. Toute personne intéressée, y compris le curateur public ou un créancier de l'absent, peut demander l'ouverture de la tutelle.

La tutelle est déférée par le tribunal sur avis du conseil de tutelle.

232. Les règles relatives à la tutelle au mineur s'appliquent à la tutelle à l'absent sauf incompatibilité.

233. Le conjoint de l'absent peut demander la dissolution du régime matrimonial après deux ans d'absence.

234. En cas de dissolution d'un régime matrimonial, le tuteur doit obtenir l'autorisation du tribunal pour accepter ou refuser le partage des acquêts du conjoint de l'absent.

235. La tutelle à l'absent se termine par son retour, par la transmission d'un mandat à toute personne, par le jugement déclaratif de décès ou par le décès prouvé de l'absent.

236. En cas de force majeure, on peut aussi nommer, comme à l'absent, un tuteur à la personne qui est empêchée de paraître à son domicile et de désigner un administrateur de ses biens.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA DÉCLARATION JUDICIAIRE DE DÉCÈS

SECTION I

DU JUGEMENT DÉCLARATIF DE DÉCÈS

237. Toute personne intéressée peut, lorsque l'absence a continué pendant sept ans, faire constater la durée de l'absence par le tribunal et obtenir un jugement déclaratif de décès.

238. Le jugement déclaratif de décès peut être prononcé, même avant l'expiration de sept ans, lorsque la mort d'une personne domiciliée au Québec ou qui est présumée y être décédée peut être tenue pour certaine sans qu'il soit possible de dresser un constat de décès.

239. Le jugement déclaratif de décès mentionne les nom, prénom et sexe du défunt présumé, les lieu et date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile connu, les nom et prénom de ses père et mère et de son conjoint ainsi que les lieu, date et heure du décès s'ils sont connus.

240. La date du décès est fixée à l'expiration de sept années depuis le départ ou les dernières nouvelles de l'absent; toutefois, si la mort est déclarée auparavant, la date du décès est fixée suivant les présomptions tirées des circonstances.

241. Le lieu du décès est fixé, en l'absence d'autres preuves, au lieu où la personne a été vue pour la dernière fois.

SECTION II

DES EFFETS DU JUGEMENT

242. Le jugement déclaratif de décès produit les mêmes effets que le décès. Ainsi, il met fin au mariage de l'absent ou de la personne dont la mort est tenue pour certaine, dissout le régime matrimonial et ouvre la succession.

243. S'il est prouvé que la date du décès est antérieure à celle que fixe la déclaration judiciaire de décès, la dissolution du régime matrimonial rétroagit à la date réelle du décès, à moins que le tribunal n'ait fait remonter les effets de la dissolution à une date antérieure par application de l'article 498.

244. Après le jugement déclaratif de décès, si on prouve la date du décès, la succession est ouverte à compter de cette date.

Les héritiers apparents, en possession des biens de la succession, sont tenus de restituer aux héritiers véritables, habiles à succéder à cette époque, les biens dans l'état où ils se trouvent, le solde du prix de ceux qui ont été aliénés ou les biens provenant de l'emploi de ce prix.

Les obligations du défunt acquittées par les héritiers apparents, autrement qu'avec des biens provenant de la succession, sont remboursées par les héritiers véritables.

245. Le jugement déclaratif de décès n'est opposable à un assureur qui a assuré la vie du défunt qu'à compter de la septième année qui suit la date du décès fixée à la déclaration, à moins qu'il n'ait été mis en cause.

CHAPITRE TROISIÈME

DU RETOUR

246. Lorsque la personne déclarée décédée par jugement revient, les effets du jugement cessent, sauf en ce qui a trait au mariage et au régime matrimonial.

247. Celui qui revient doit demander au tribunal la rectification du registre de l'état civil.

À défaut, toute personne intéressée peut en faire la demande aux frais de celui qui revient.

248. Sous réserve des droits des tiers, celui qui revient ou, à défaut, une autre personne intéressée peut demander la radiation ou la rectification des mentions ou enregistrements faits à la suite du jugement déclaratif de décès et que son retour rend sans effet, comme s'ils avaient été faits sans droit.

249. Celui qui revient recouvre ses biens dans l'état où ils se trouvent, le solde du prix de ceux qui ont été aliénés ou les biens provenant de l'emploi de ce prix. Il rembourse ceux qui étaient, de bonne foi, en possession de ses biens et qui ont acquitté ses obligations autrement qu'avec ses biens.

250. Tout paiement qui a été fait aux héritiers de celui qui revient à la suite d'un jugement déclaratif de décès mais avant la radiation des inscriptions et enregistrements est valable et libératoire.

251. L'héritier apparent, qui apprend l'existence de la personne déclarée décédée par jugement, conserve la possession des biens et en acquiert les fruits tant que la personne ne reprend pas l'administration de ses biens et l'exercice de ses droits.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA PREUVE DU DÉCÈS

252. La preuve du décès s'établit par l'acte de décès, sauf les cas où la loi autorise un autre mode de preuve.

TITRE HUITIÈME

DE L'ÉTAT CIVIL

CHAPITRE PREMIER

DE L'OFFICIER D'ÉTAT CIVIL

253. Le directeur de l'état civil est le seul officier de l'état civil.

Il est chargé de dresser les actes de l'état civil et de les modifier, de tenir et de garder le registre de l'état civil; il délivre des copies ou des certificats des actes qu'il détient.

CHAPITRE DEUXIÈME

DU REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL

254. Le registre de l'état civil est constitué de l'ensemble des actes de l'état civil.

255. Le registre de l'état civil est tenu en double exemplaire; l'un est écrit, l'autre est sur support informatique.

Les deux exemplaires sont gardés dans des endroits différents et, en tous les cas, l'un peut servir à reconstituer l'autre.

256. S'il y a divergence entre les deux exemplaires du registre, l'écrit prévaut.

257. Il peut être tenu une version abrégée du registre de l'état civil; cette version ne retient des actes de l'état civil que les renseignements qui peuvent figurer sur un certificat d'état civil.

CHAPITRE TROISIÈME

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

258. Les seuls actes de l'état civil sont les actes de naissance, de mariage et de décès.

Ils ne contiennent que ce qui est exigé par la loi; il font preuve à l'égard de tous les faits qui y sont consignés.

259. Le directeur de l'état civil dresse les actes de l'état civil à partir des constats et des déclarations qu'il reçoit quant aux naissances, mariages et décès qui surviennent au Québec.

260. Le directeur de l'état civil signe et date sans délai les déclarations qu'il reçoit, y appose un numéro d'ordre et les insère au registre de l'état civil.

La déclaration constitue alors l'acte de l'état civil.

261. Les constats et les déclarations doivent énoncer leur date, les nom, prénom, qualité et domicile de leur auteur et porter sa signature.

SECTION II

DES ACTES DE NAISSANCE

262. L'accoucheur dresse un constat de la naissance.

Le constat énonce les lieu, date et heure de la naissance, le sexe de l'enfant, de même que les nom, prénom et domicile de la mère de l'enfant.

263. L'accoucheur remet l'original du constat à ceux qui doivent déclarer la naissance et, si la déclaration ne peut être transmise immédiatement avec le constat, il transmet sans délai copie de celui-ci au directeur de l'état civil.

264. La déclaration de naissance de l'enfant est faite au directeur de l'état civil dans les trente jours, par les père et mère. Elle est faite devant un témoin.

265. Seuls le père ou la mère peuvent déclarer la filiation de l'enfant. Une autre personne ne peut déclarer la filiation que si elle y est autorisée par l'un des parents.

266. La déclaration de naissance énonce les nom et prénom attribués à l'enfant, son sexe, les lieu, date et heure de la naissance, les nom, prénom et domicile des père et mère et du témoin, de même que le lien de parenté du déclarant avec l'enfant.

Le déclarant joint à sa déclaration le constat de naissance.

267. La personne qui recueille ou garde un nouveau-né dont les père et mère sont inconnus ou empêchés d'agir est tenue d'en déclarer la naissance au directeur de l'état civil dans les trente jours.

La déclaration mentionne le sexe de l'enfant, et, s'ils sont connus, ses nom et prénom ainsi que les lieu, date et heure de la naissance.

Le déclarant doit aussi joindre à la déclaration une note faisant état des circonstances dans lesquelles il a recueilli ou gardé l'enfant et indiquant, s'ils sont connus, le nom des père et mère.

268. Lorsqu'ils sont inconnus, le directeur de l'état civil fixe les lieu, date et heure de naissance sur la foi du constat ou d'un rapport médical et suivant les présomptions tirées des circonstances; le cas échéant, il mentionne l'absence de filiation et attribue un nom à l'enfant.

SECTION III

DES ACTES DE MARIAGE

269. Celui qui célèbre un mariage le déclare au directeur de l'état civil dans les trente jours de la célébration.

270. La déclaration de mariage énonce les nom, prénom et domicile des époux, le lieu et la date de leur naissance et de leur mariage, ainsi que les nom et prénom de leur père et mère et des témoins.

Elle indique les autorisations obtenues, si l'un des époux est mineur, ou le fait d'une dispense de publication.

271. La déclaration est signée par le célébrant, les époux et les témoins.

SECTION IV

DES ACTES DE DÉCÈS

272. Le médecin qui a constaté un décès en dresse constat.

Il en remet l'original à celui qui est tenu de déclarer le décès et, si la déclaration ne peut être transmise immédiatement avec le constat, il en transmet sans délai copie au directeur de l'état civil.

S'il est impossible de faire constater le décès par un médecin dans un délai raisonnable, le constat peut être fait par un coroner ou deux agents de la paix.

273. Le constat énonce les nom, prénom et sexe du défunt, ainsi que les lieu, date et heure du décès.

274. La déclaration de décès est faite au directeur de l'état civil dans les trente jours du constat, par le conjoint du défunt, par un proche parent ou un allié ou, à défaut, par toute autre personne capable d'identifier le défunt.

275. La déclaration de décès énonce les nom, prénom et sexe du défunt, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile, les lieu, date et heure du décès, le lieu et la date de l'inhumation ou de l'incinération, ainsi que les nom et prénom de ses père et mère et, le cas échéant, de son conjoint.

Le déclarant joint à sa déclaration le constat du décès.

276. Lorsqu'elles sont inconnues, le directeur de l'état civil fixe la date et l'heure du décès sur la foi du rapport d'un coroner et suivant les présomptions tirées des circonstances.

Si le lieu du décès n'est pas connu, le lieu présumé est celui où le cadavre a été découvert.

277. Si l'identité du défunt est inconnue, le constat contient son signalement et décrit les circonstances de la découverte du cadavre.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA MODIFICATION DU REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

278. Lorsqu'un jugement change le nom d'une personne, prononce son adoption, modifie sa filiation ou une mention à l'un des actes de l'état civil, le greffier du tribunal qui a prononcé le jugement en notifie le directeur de l'état civil dès qu'il est passé en force de chose jugée.

Il en est ainsi des jugements déclaratifs de décès, des jugements reconstitutifs ou supplétifs d'actes de l'état civil, des jugements en divorce et en annulation de mariage.

279. Si un de ces jugements vise un acte de l'état civil inscrit dans un registre tenu par d'autres dépositaires, le directeur de l'état civil requiert ces derniers de modifier l'acte en conséquence.

SECTION II

DE LA CONFECTION D'UN ACTE

280. Lorsqu'une naissance, un mariage ou un décès survenu au Québec n'est pas déclaré, le directeur de l'état civil procède à une enquête sommaire et dresse l'acte de l'état civil sur la foi des renseignements qu'il obtient.

Toutefois, si le fait est survenu depuis plus d'un an, l'acte ne peut être dressé qu'avec l'autorisation du tribunal, sur demande du directeur ou d'une autre personne intéressée.

281. Le directeur de l'état civil dresse un nouvel acte de l'état civil dès qu'il reçoit notification d'un jugement qui change le nom d'une personne, qui prononce son adoption ou modifie autrement sa filiation ou une mention essentielle à l'acte ou dès qu'il autorise un changement de nom ou de mention de sexe.

282. Le nouvel acte se substitue à l'acte primitif; il en reprend toutes les énonciations et les mentions en marge qui n'ont pas fait l'objet de modification.

Une mention est aussi portée à l'acte primitif auquel le nouvel acte est substitué.

283. Lorsqu'il reçoit notification d'un jugement déclaratif de décès, le directeur de l'état civil dresse un acte de décès en y indiquant des mentions conformes à la déclaration judiciaire.

Il inscrit, en marge de l'acte, la date du jugement, le tribunal qui l'a rendu et le numéro du dossier.

284. Le directeur de l'état civil, sur réception d'un acte de l'état civil fait hors du Québec mais relatif à l'état civil d'une personne domiciliée au Québec notamment en matière d'adoption, dresse un acte de l'état civil et l'inscrit au registre.

285. Le directeur de l'état civil, sur réception d'un acte fait hors du Québec qui modifie ou remplace un acte de l'état civil inscrit au registre, dresse un nouvel acte ou porte une mention en marge de l'acte qu'il détient.

286. Si l'acte dressé hors du Québec a été perdu, détruit ou qu'il est impossible d'en obtenir copie, le directeur de l'état civil peut néanmoins, avec l'autorisation du tribunal, dresser un acte de l'état civil ou porter une mention en marge.

287. Lorsque l'authenticité ou la validité de l'acte fait hors du Québec n'est pas certaine, le directeur de l'état civil doit refuser de dresser un acte d'état civil ou de porter une mention en marge d'un acte, à moins que l'authenticité ou la validité du document ne soit reconnue par un tribunal du Québec.

288. Les actes faits hors du Québec doivent être accompagnés d'une traduction vidimée au Québec s'ils sont rédigés dans une autre langue que le français ou l'anglais.

289. Les frais de confection d'un acte de l'état civil sont à la charge de celui qui omet de déclarer le fait; ils sont à la charge de celui qui en fait la demande lorsqu'il s'agit d'un acte fait à partir d'un acte étranger.

SECTION III

DES MENTIONS EN MARGE

290. Sous réserve des cas où il doit procéder à la confection d'un nouvel acte, le directeur de l'état civil doit, sur notification d'un jugement accueillant une demande relative à la filiation ou prononçant la nullité d'un mariage ou un divorce, porter une mention en marge de l'acte de naissance ou de mariage.

291. Le directeur de l'état civil doit de même porter une mention en marge des actes de l'état civil qui sont modifiés par une décision autorisant un changement de nom si seul le prénom est changé ou s'il s'agit d'une mention qui n'affecte pas autrement le nom ou la mention du sexe de la personne visée à l'acte.

292. Lorsqu'il dresse un acte de mariage, le directeur de l'état civil le mentionne en marge de l'acte de naissance; il fait aussi mention de l'acte de décès qu'il dresse à l'acte de naissance et de mariage.

293. Lorsque la mention qu'il porte à un acte résulte d'un jugement, le directeur de l'état civil inscrit, en marge de l'acte, la date du jugement, le tribunal qui l'a rendu et le numéro du dossier.

Dans les autres cas, il porte en marge les mentions qui permettent de retracer l'acte modificatif.

SECTION IV

DE LA RECTIFICATION D'UN ACTE

294. En cas de déclaration incomplète ou contraire au constat, le directeur de l'état civil peut, sauf en ce qui touche la filiation, rectifier la déclaration et dresser l'acte sur la foi des renseignements qu'il obtient.

295. Dans les six mois de la déclaration de naissance, le directeur de l'état civil peut, sur demande, changer les nom et prénom attribués à l'enfant s'ils ne sont pas conformes au choix de ses père et mère.

La demande ne peut être faite que par le père ou la mère, après avis à l'autre parent.

296. Le directeur de l'état civil rectifie dans un acte les erreurs d'écriture.

297. Sauf ces cas, seul le tribunal peut ordonner, par jugement, la rectification de l'acte.

298. Le tribunal peut réviser, sur demande d'une personne intéressée, une décision du directeur relative à la rectification d'un acte.

SECTION V

DE LA RECONSTITUTION D'UN ACTE OU DU REGISTRE

299. Le directeur de l'état civil reconstitue, sur la foi des renseignements qu'il obtient, l'acte perdu, détruit ou dont il est impossible d'obtenir copie.

300. En cas de perte totale ou partielle d'un exemplaire du registre, le directeur de l'état civil le reconstitue à partir de l'autre exemplaire, de la version abrégée ou de tout autre renseignement.

301. Les actes ainsi reconstitués ne valent que si le tribunal s'est assuré de la qualité des preuves admises et de la régularité de la procédure suivie.

Ils sont authentiques.

CHAPITRE CINQUIÈME

DE LA GARDE ET DE LA PUBLICITÉ
DU REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL

302. La publicité du registre de l'état civil se fait par la délivrance de copies d'actes ou de certificats lesquels portent le vidimus du directeur de l'état civil et la date de la délivrance.

303. La copie d'un acte de l'état civil est une reproduction intégrale de cet acte y compris les mentions en marge.

304. Le certificat d'état civil énonce les nom et prénom de la personne concernée, son sexe, les lieu, date et heure de la naissance, et, le cas échéant, les lieu et date du décès.

305. Le directeur de l'état civil délivre les copies d'acte aux personnes qui y sont mentionnées et à celles qui justifient de leur intérêt.

Il délivre un certificat à toute personne qui le demande.

306. Lorsqu'un acte a été remplacé, seules les personnes mentionnées à l'acte peuvent obtenir copie de l'acte primitif. En cas d'adoption cependant, il n'est jamais délivré copie de l'acte primitif, à moins que le tribunal ne l'autorise.

307. Dans les communautés cries, inuit ou naskapie, l'agent local d'inscription nommé en vertu de la Loi sur les autochtones cries, inuit et naskapis est autorisé à recevoir les déclarations pour le directeur de l'état civil, à les lui transmettre et à délivrer pour lui, des copies d'actes de l'état civil.

308. Les copies d'actes de l'état civil et les certificats ainsi délivrés sont authentiques.

309. Le registre de l'état civil ne peut être consulté que sur l'autorisation du directeur de l'état civil.

Celui-ci peut permettre la consultation du registre à des fins de recherche. Il détermine alors les conditions nécessaires à la sauvegarde des renseignements inscrits.

310. Le ministre de la Justice détermine, par arrêté, les personnes à qui le directeur de l'état civil peut déléguer son pouvoir de signer et la manière de le faire.

311. Le gouvernement fixe, par décret, les droits de délivrance de copies d'actes ou de certificats et les frais de consultation du registre.

312. Les arrêtés et décrets sont publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

CHAPITRE SIXIÈME

DES ANCIENS REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

313. Les fonctionnaires de l'état civil et leurs remplaçants qui, antérieurement au (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du nouveau régime*), étaient chargés par la loi de la garde et de la tenue des registres de l'état civil et de la délivrance de copies ou d'extraits des actes de l'état civil, continuent d'exercer ces fonctions pour les actes déjà dressés à cette date et les registres détenus suivant les anciens articles 42 à 53a du Code civil du Bas Canada.

Ils continuent également de modifier ou de rectifier ces actes conformément aux jugements qui leur sont notifiés.

Il leur est cependant interdit de dresser un acte ou de le reconstituer.

TITRE NEUVIÈME

DES PERSONNES MORALES

CHAPITRE PREMIER

DE LA PERSONNALITÉ MORALE

314. Les personnes morales sont constituées dans les formes prévues par la loi et parfois directement par la loi.

Elles sont de droit public ou de droit privé.

315. Les personnes morales de droit public sont régies par les lois qui les constituent et leur sont applicables ainsi que par le présent titre, s'il y a lieu de compléter les dispositions de ces lois.

Elles sont assujetties au droit civil notamment dans leurs rapports avec les autres personnes.

316. Les personnes morales de droit privé empruntent les formes que la loi reconnaît comme conférant la personnalité morale.

Elle se divisent en associations et en sociétés et sont généralement formées de plusieurs membres.

317. Les personnes morales de droit privé possèdent la personnalité juridique à compter de leur immatriculation au registre des personnes morales; celles de droit public possèdent cette personnalité à compter du moment prévu par la loi ou, à défaut, à compter de leur immatriculation au registre.

318. Les personnes morales sont distinctes de leurs membres; leurs actes n'engagent qu'elles-mêmes, sauf les exceptions prévues par la loi.

319. Les personnes morales sont titulaires d'un patrimoine. Elles ont aussi des droits et des obligations extra-patrimoniaux propres à leur nature.

320. Les personnes morales constituées suivant les lois du Québec ont la pleine jouissance des droits civils au Québec et hors du Québec.

321. Les personnes morales ont toute la capacité requise pour exercer leurs droits dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de leur vocation et les dispositions relatives à l'exercice de droits civils par les personnes humaines leur sont applicables, autant que faire se peut.

Elles n'ont d'autres incapacités que celles qui résultent de leur nature, de leur vocation ou de la loi ou, le cas échéant, de leur acte constitutif.

322. Les associations ont vocation pour satisfaire, par la mise en commun de biens, de connaissances ou d'activités, les besoins de leurs membres ou de tiers. Elles n'ont pas pour objet principal de réaliser un bénéfice ni d'exploiter une entreprise. Elles ne partagent pas de bénéfices entre leurs membres.

323. Les sociétés ont vocation à réaliser et à partager des bénéfices; elles peuvent aussi avoir vocation pour profiter des économies qui peuvent résulter de la mise en commun de biens, de connaissances ou d'activités ou pour satisfaire des besoins économiques et sociaux communs par l'exploitation d'une entreprise.

324. Les associations et les sociétés sont régies par les dispositions du présent code ou par les lois applicables à leur espèce.

325. Les personnes morales ne peuvent être tutrice ou curatrice à la personne ni témoin.

Elles peuvent cependant, dans la mesure prévue par la loi, être tutrice ou curatrice aux biens, liquidatrice d'une succession, séquestre ou fiduciaire.

326. Les personnes morales ont un nom qui leur est donné lorsqu'elles sont constituées; elles exercent leurs droits et exécutent leurs obligations sous ce nom.

327. Les personnes morales ont leur domicile au lieu de leur siège.

328. Les personnes morales s'expriment par leurs organes. À moins que la loi ou les statuts n'en disposent autrement, ces organes sont, notamment, le conseil d'administration et l'assemblée des membres.

329. Le fonctionnement, l'administration du patrimoine et l'activité des personnes morales sont réglés par la loi ou par ses statuts, ceux-ci comprenant l'acte constitutif et les règlements.

330. Les administrateurs de la personne morale la représentent et l'obligent dans la mesure des pouvoirs que la loi ou les statuts leur confèrent.

Ils agissent comme administrateurs du bien d'autrui chargés de la pleine administration.

331. La personne morale ne peut invoquer la personnalité juridique à l'encontre d'un tiers de bonne foi dès lors qu'elle s'en sert pour masquer entre autres l'abus de droit ou une contravention à une règle d'ordre public.

332. L'existence d'une personne morale peut être perpétuelle si sa forme juridique le permet.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA CONSTITUTION DES PERSONNES MORALES

SECTION I

DE L'ACTE CONSTITUTIF

333. La personne morale doit être immatriculée au registre des personnes morales.

334. L'immatriculation s'opère par le dépôt de l'acte constitutif ou d'une déclaration faite suivant la loi.

335. L'acte constitutif ou la déclaration indique notamment le nom et le domicile de la personne morale, la forme juridique qu'elle emprunte et, le cas échéant, son objet, son capital et sa durée.

336. Sauf à l'égard du nom et du domicile de la personne morale, les tiers de bonne foi ne sont pas présumés avoir connaissance du contenu d'un document relatif à une personne morale du seul fait de son dépôt au registre des personnes morales.

337. Lorsque l'acte constitutif ou la déclaration est incomplet, inexact ou irrégulier, la personne morale ou un de ses membres peut, si l'insertion ou la rectification ne porte pas atteinte aux droits des membres ou des tiers, déposer un acte de régularisation au registre des personnes morales.

338. L'acte de régularisation susceptible de porter atteinte aux droits des membres ou des tiers ne peut être déposé que si le tribunal l'ordonne, après avoir entendu les intéressés et modifié, au besoin, l'acte proposé.

339. La régularisation a effet depuis le dépôt de l'acte constitutif ou de la déclaration, à moins qu'une date ultérieure ne soit prévue à l'acte.

340. La personne morale peut, dans un délai raisonnable, ratifier l'acte accompli dans son intérêt avant sa constitution; elle est alors substituée à la personne qui a agi pour elle.

La ratification n'opère pas novation; la personne qui a agi a dès lors les mêmes droits et est soumise aux mêmes obligations qu'un administrateur du bien d'aurui à l'égard de la personne morale.

341. Une personne qui agit dans l'intérêt d'une personne morale avant sa constitution est tenue des obligations ainsi contractées, à moins que le contrat ne stipule autrement et ne fasse état de la possibilité que la personne morale ne soit pas constituée ou n'assume pas les obligations ainsi souscrites.

342. La personne morale qui n'est pas constituée suivant les lois du Québec est tenue de s'immatriculer au registre des personnes morales et d'y déclarer l'adresse de son principal établissement au Québec.

Elle demeure régie par la loi du lieu de sa création, sous réserve, quant à son activité, des dispositions des lois du Québec.

SECTION II

DU NOM

343. Le nom de la personne morale doit être conforme à la loi.

344. La personne morale peut changer son nom en suivant la procédure établie par la loi ou, le cas échéant, par ses statuts. Un avis du changement doit être déposé au registre des personnes morales pour que le changement soit opposable aux tiers.

345. La personne morale peut exercer une activité ou s'identifier sous un autre nom que le sien, pourvu qu'un avis en ce sens soit déposé au registre des personnes morales.

346. Le nom d'une personne morale doit inclure une mention conforme à la loi indiquant clairement sa forme juridique.

SECTION III

DU DOMICILE

347. La personne morale a son domicile au lieu et adresse du siège qu'elle déclare.

348. La personne morale peut changer son domicile en suivant la procédure établie par la loi ou, le cas échéant, par ses statuts. Un avis du changement doit être déposé au registre des personnes morales pour que le changement soit opposable aux tiers.

SECTION IV

DE L'ATTRIBUTION JUDICIAIRE DE LA PERSONNALITÉ

349. Le tribunal peut conférer la personnalité juridique à une personne morale qui, antérieurement à son immatriculation, a agi comme une personne morale et a présenté de façon publique, continue et non équivoque toutes les apparences d'une telle personne tant à l'égard de ses membres que des tiers.

Seule la personne ou le groupement qui s'immatricule peut demander que la personnalité juridique lui soit attribuée rétroactivement.

350. L'attribution rétroactive de la personnalité juridique ne peut avoir lieu à moins que l'autorité qui aurait dû en contrôler la constitution à l'origine n'ait été appelée à donner son avis.

351. Les créanciers de la personne ou du groupement peuvent intervenir dans l'instance. Ils peuvent aussi se pourvoir contre l'attribution judiciaire de la personnalité prononcée en fraude de leurs droits.

352. Le jugement confère la personnalité juridique à compter de la date qu'il indique si une copie est déposée au registre des personnes morales.

353. Pour décider de l'action d'un tiers de bonne foi, le tribunal peut statuer qu'une personne ou un groupement est tenu de la même manière qu'une personne morale, s'il a agi à l'égard de ce tiers comme s'il était une personne morale.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA RESPONSABILITÉ DES MEMBRES ET DES ADMINISTRATEURS ET DE LEURS INHABILITÉS

354. Les membres d'une personne morale sont tenus envers elle de ce qu'ils promettent d'y apporter, à moins que la loi n'en dispose autrement.

355. Un administrateur peut, même dans l'exercice de ses fonctions, acquérir des droits dans les biens qu'il administre ou contracter avec la personne morale.

Il doit dénoncer aussitôt le fait par écrit à la personne morale en indiquant la nature et la valeur des droits qu'il acquiert et demander que le fait soit consigné au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration ou à ce qui en tient lieu. Il doit s'abstenir de délibérer et de voter sur la question.

356. Lorsque l'administrateur de la personne morale omet de dénoncer correctement et sans délai une acquisition ou un contrat, le tribunal peut, à la demande de la personne morale ou d'un membre, et, entre autres mesures, annuler l'acte ou ordonner à l'administrateur de rendre compte et de remettre à la personne morale le profit réalisé ou l'avantage reçu.

357. En cas de fraude, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé, tenir les fondateurs, les administrateurs, les autres dirigeants ou les membres de la personne morale responsables, dans la mesure qu'il indique, des dommages subis par celle-ci.

Les membres et les fondateurs ne peuvent être tenus ainsi responsables que s'ils ont participé à l'acte reproché et en ont tiré un profit personnel; les administrateurs et les autres dirigeants sont,

pour leur part, présumés responsables, sauf preuve qu'ils n'ont pas participé à l'acte et n'en ont tiré aucun profit personnel.

358. Le tribunal peut, à la demande de tout intéressé, interdire la fonction d'administrateur d'une personne morale à toute personne trouvée coupable d'un acte criminel comportant fraude ou malhonnêteté dans une matière reliée ou non aux personnes morales, ainsi qu'à toute personne trouvée, de façon répétée, en défaut de se conformer aux lois relatives aux personnes morales ou à ses obligations à titre d'administrateur du bien d'autrui.

L'interdiction rend la personne inhabile à continuer d'exercer une fonction d'administrateur.

359. L'interdiction ne peut excéder cinq ans à compter du dernier acte reproché à la personne concernée.

Cependant, si cette personne a été condamnée à une peine d'emprisonnement, l'interdiction peut être étendue, mais ne peut excéder cinq ans après que la peine a été purgée.

360. Le tribunal peut lever l'interdiction aux conditions qu'il juge appropriées, à la demande de la personne concernée.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU FONCTIONNEMENT DES PERSONNES MORALES

SECTION I

DES ORGANES DE LA PERSONNE MORALE

361. Le conseil d'administration, l'assemblée des membres et les autres organes de la personne morale fonctionnent suivant les règles prévues au présent chapitre, sous réserve des dispositions de la loi.

362. Les statuts de la personne morale établissent des rapports de nature contractuelle entre elle et ses membres.

363. Lorsque les règles de l'administration du bien d'autrui prévoient que le bénéficiaire doit ou peut accomplir un acte, exercer un droit, recevoir un avis ou être consulté, le conseil d'administration agit pour la personne morale bénéficiaire, sauf si la loi ou les statuts en disposent autrement.

364. Le conseil d'administration de la personne morale peut créer des postes de direction et d'autres organes et confier aux titu-

lares de ces postes et à ces organes l'exercice de certains de ses pouvoirs.

Une même personne peut cumuler plusieurs postes non incompatibles; si elle est administratrice unique, elle peut cumuler tous les postes.

365. Si la personne morale ne compte qu'un seul membre et que l'administration n'est pas confiée à un tiers ou exercée conjointement avec un tiers, le membre exerce à la fois les pouvoirs et devoirs de l'assemblée des membres et du conseil d'administration.

366. Les administrateurs ou les membres peuvent renoncer à l'avis de convocation à une réunion du conseil d'administration ou à une assemblée des membres ou à une séance d'un autre organe.

Leur seule présence équivaut à une renonciation sauf s'ils y assistent dans le but de s'opposer à la régularité de la convocation.

367. Les résolutions écrites signées par toutes les personnes habiles à voter lors d'une séance ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une séance du conseil d'administration, de l'assemblée des membres ou d'un autre organe.

Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations ou ce qui en tient lieu.

368. Sauf si les statuts prévoient une autre règle, les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une séance du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone.

La même règle s'applique aux assemblées de membres et aux séances d'autres organes.

SECTION II

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

369. Le conseil d'administration gère les affaires de la personne morale sous réserve d'une convention des membres, si une telle convention est permise.

Il exerce tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, sauf ceux qu'il a confiés à d'autres organes ou à d'autres dirigeants. Notamment il adopte et met en vigueur les règlements nécessaires à la gestion des affaires de la personne morale, sauf à les faire ratifier par les membres.

370. Le conseil d'administration tient la liste des membres ainsi que les livres et registres nécessaires au bon fonctionnement de la personne morale.

Ces documents sont la propriété de la personne morale; elle peut cependant en permettre l'accès aux membres. S'il s'agit d'une personne morale où la responsabilité des membres n'est pas limitée, les créanciers de celle-ci ont accès à la liste des membres.

371. Sauf exception prévue par la loi, les administrateurs de la personne morale sont désignés par ses membres, selon les règles déterminées par la loi ou par les statuts.

Il n'est pas nécessaire que les administrateurs soient membres de la personne morale à moins que les statuts ne prévoient autrement.

372. Peuvent être administratrices les personnes humaines, à l'exception des mineurs, des majeurs en tutelle ou en curatelle, des faillis et des personnes qui se sont vu interdire par le tribunal l'exercice de cette fonction.

373. Une personne morale ne peut être administratrice d'une autre personne morale.

Cependant, lorsqu'elle désigne une personne pour agir comme administratrice d'une autre personne morale, elle est soumise aux mêmes conditions et obligations et encourt la même responsabilité que si elle était elle-même administratrice, sans préjudice de la responsabilité de la personne désignée.

374. Nul ne peut être désigné administrateur s'il n'y consent expressément.

375. La durée du mandat des administrateurs ne peut excéder trois ans; si elle n'est pas déterminée, elle est d'un an. Le mandat peut être renouvelé.

Malgré l'expiration de son mandat, un administrateur demeure en fonction jusqu'à son remplacement.

376. Sauf s'il est autrement prévu par les statuts, le conseil d'administration comble les vacances au sein du conseil; ces vacances n'empêchent pas les administrateurs d'agir.

Si le nombre des administrateurs est devenu inférieur au quorum, les administrateurs restants peuvent néanmoins convoquer les membres.

377. Les actes des administrateurs ou des autres dirigeants ne peuvent être annulés pour le seul motif que leur désignation est irrégulière ou qu'ils étaient inhabiles.

SECTION III

DE L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES

378. Les assemblées des membres d'une personne morale se tiennent au lieu de son siège ou au lieu fixé par ses statuts. Le conseil d'administration les convoque.

379. L'assemblée annuelle est réunie dans les six mois de la clôture de l'exercice financier ou dans un délai plus court si les statuts le prévoient.

La première assemblée est réunie dans les six mois qui suivent la constitution de la personne morale.

380. L'avis de convocation de l'assemblée annuelle indique le jour, l'heure et le lieu où elle doit être tenue ainsi que l'ordre du jour. Il doit être envoyé à chacun des membres habiles à y assister au moins dix jours mais pas plus de quarante-cinq jours avant l'assemblée.

Il n'est pas nécessaire de mentionner à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle les questions qui y sont ordinairement traitées, tels l'examen des états financiers, l'élection des administrateurs et le cas échéant, la nomination du vérificateur.

381. À moins que les statuts ne prévoient autrement, l'avis de convocation de l'assemblée annuelle doit être accompagné du bilan, de l'état des résultats de l'exercice écoulé et d'un état des dettes et créances.

382. L'assemblée des membres ne peut délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour, à moins que tous les membres qui devaient être convoqués ne soient présents et n'y consentent. Cependant, lors de l'assemblée annuelle, un membre peut soulever toute question d'intérêt pour la personne morale ou ses membres.

383. À moins que les statuts ne prévoient autrement, l'assemblée ne délibère valablement que si la majorité des voix habiles à s'exprimer sont présentes ou représentées et si le quorum est atteint à l'ouverture de l'assemblée.

384. À moins que les statuts ne prévoient autrement, un membre peut se faire représenter à une assemblée. Le mandat doit être écrit.

385. À moins que les statuts ne prévoient autrement, les décisions se prennent à la majorité des voix exprimées.

Toutefois, une modification à l'acte constitutif doit être décidée par au moins les deux tiers des voix exprimées.

386. Le vote des membres se fait à main levée ou, sur demande de cinq d'entre eux, au scrutin secret.

S'il y a moins de cent membres, la demande de scrutin secret doit être faite par au moins trois membres; s'il y a moins de cinq membres par la majorité.

387. Dix membres peuvent requérir les administrateurs ou le secrétaire de convoquer une assemblée extraordinaire en précisant, dans un avis écrit, les questions qui doivent être traitées à cette assemblée.

S'il y a moins de cent membres mais plus de vingt, la demande doit être faite par six membres; s'il y a moins de vingt membres, elle doit être faite par trois d'entre eux.

388. Faute par les administrateurs ou le secrétaire de convoquer l'assemblée extraordinaire dans un délai d'au plus vingt et un jours de la réception de l'avis, le même nombre de membres signataires de l'avis peut faire la convocation.

À moins que les membres ne s'y opposent par résolution lors de l'assemblée ainsi convoquée, la personne morale rembourse aux membres les dépenses normales qu'ils ont prises en charge pour tenir l'assemblée.

CHAPITRE CINQUIÈME

DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION DES PERSONNES MORALES

389. La personne morale est dissoute par la loi, par l'annulation de son acte constitutif ou par l'effet de toute autre cause prévue par l'acte constitutif ou par la loi.

Elle est aussi dissoute lorsque le tribunal constate l'expiration du terme ou l'avènement de la condition apposée à l'acte constitutif, l'accomplissement de l'objet pour lequel la personne morale a été constituée ou l'impossibilité d'accomplir cet objet.

390. La personne morale peut aussi être dissoute par le consentement des deux tiers des voix exprimées lors d'une assemblée convoquée expressément à cette fin.

L'avis de convocation doit être envoyé au moins trente jours mais pas plus de quarante-cinq jours avant l'assemblée et non à contre-temps.

391. La personnalité juridique de la personne morale subsiste pour les fins de la liquidation.

392. Les administrateurs doivent donner avis de la dissolution au registre des personnes morales; ils doivent procéder immédiatement à la liquidation de la personne morale; autrement, il peuvent être tenus responsables des actes de celle-ci.

393. La liquidation d'une personne morale et la dévolution de ses biens a lieu selon la loi applicable en l'espèce ou, à défaut, suivant le présent code.

394. Le liquidateur d'une personne morale est nommé suivant les statuts ou par les membres. À défaut, le tribunal le nomme à la demande d'un intéressé.

Avis de la nomination, comme de toute révocation, est déposé au registre des personnes morales et publié à la *Gazette officielle du Québec*. La nomination et la révocation sont opposables aux tiers à compter de cet avis.

395. Le liquidateur a la saisine des biens de la personne morale et il agit comme un administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration.

396. Le liquidateur procède au remboursement des dettes puis des apports, le cas échéant; il procède ensuite, s'il y a lieu, au partage de l'actif entre les membres en proportion de leurs droits ou autrement en parts égales, en suivant au besoin les règles relatives au partage d'un bien indivis.

Il dispose des livres et registres de la personne mais il remet au curateur public le registre des procès-verbaux pour que celui-ci le garde jusqu'à l'expiration de sept ans à compter de la clôture de la liquidation.

397. Sauf si la loi dispose autrement, les biens d'une association sont dévolus à une autre personne morale ou à un groupement de personnes ou de biens ayant une vocation similaire à celle d'une association. Cette personne est désignée par les membres ou, à défaut, par le tribunal.

398. À moins que le liquidateur n'obtienne une prolongation de délai du tribunal, le curateur public entreprend ou poursuit la liqui-

dation de la personne morale qui n'est pas liquidée dans les sept années qui suivent le dépôt de l'avis de dissolution.

Le curateur public a alors les mêmes droits et obligations qu'un liquidateur, mais le reliquat, s'il y a lieu, est dévolu à l'Etat.

399. La liquidation de toute personne morale est close par le dépôt de l'avis de clôture au registre des personnes morales. ».

ARTICLE SECOND

La présente loi entrera en vigueur au temps et suivant les modalités qui seront fixés dans la Loi d'application de la réforme du droit des personnes, des successions et des biens.

TABLE DES MATIÈRES

Articles

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE	
LIVRE PREMIER: DES PERSONNES	
TITRE PREMIER: DES DROITS DE LA PERSONNALITÉ	1-44
CHAPITRE 1: De la jouissance des droits civils	1-4
CHAPITRE 2: De l'exercice des droits civils	5-10
CHAPITRE 3: De l'intégrité de la personne	11-29
CHAPITRE 4: Du respect des droits de l'enfant	30-32
CHAPITRE 5: Du respect de la réputation et de la vie privée	33-36
CHAPITRE 6: Du respect du corps après le décès	37-44
TITRE DEUXIÈME: DU NOM	45-72
CHAPITRE 1: De l'attribution du nom	45-50
CHAPITRE 2: De l'utilisation du nom	51-53
CHAPITRE 3: Du changement de nom	54-68
Section I: Disposition générale	
Section II: Du changement de nom par voie administrative	
Section III: Du changement de nom par voie judiciaire	
Section IV: Des effets du changement de nom	
CHAPITRE 4: Du changement de la mention du sexe	69-72
TITRE TROISIÈME: DU DOMICILE	73-81
TITRE QUATRIÈME: DE LA MAJORITÉ ET DE LA MINORITÉ	82-107
CHAPITRE 1: De la majorité	82-83
CHAPITRE 2: De la minorité	84-98
CHAPITRE 3: De l'émancipation	99-107
Section I: De l'émancipation par le tuteur ou le tribunal	
Section II: De l'émancipation par mariage	
TITRE CINQUIÈME: DE LA TUTELLE AU MINEUR	108-196
CHAPITRE 1: De la charge tutélaire	108-122
CHAPITRE 2: De la tutelle légale	123-130
CHAPITRE 3: De la tutelle dative	131-141
CHAPITRE 4: De l'administration tutélaire	142-156

CHAPITRE 5: Du conseil de tutelle	157-174
Section I: De la constitution du conseil	
Section II: Des droits et obligations du conseil	
Section III: D'un substitut au conseil	
CHAPITRE 6: Des mesures de surveillance de la tutelle	175-189
Section I: De l'inventaire	
Section II: De la sûreté	
Section III: Des rapports et comptes	
CHAPITRE 7: De la fin de la tutelle	190-196
TITRE SIXIÈME: DES RÉGIMES DE PROTECTION DU MAJEUR	197-228
CHAPITRE 1: Dispositions générales	197-203
CHAPITRE 2: De l'ouverture d'un régime de protection	204-213
CHAPITRE 3: De la curatelle au majeur	214-217
CHAPITRE 4: De la tutelle au majeur	218-221
CHAPITRE 5: Du conseiller au majeur	222-225
CHAPITRE 6: De la fin du régime de protection	226-228
TITRE SEPTIÈME: DE L'ABSENCE ET DU DÉCÈS	229-252
CHAPITRE 1: De l'absence	229-236
CHAPITRE 2: De la déclaration judiciaire de décès	237-245
Section I: Du jugement déclaratif de décès	
Section II: Des effets du jugement	
CHAPITRE 3: Du retour	246-251
CHAPITRE 4: De la preuve du décès	252
TITRE HUITIÈME: DE L'ÉTAT CIVIL	253-313
CHAPITRE 1: De l'officier d'état civil	253
CHAPITRE 2: Du registre de l'état civil	254-257
CHAPITRE 3: Des actes de l'état civil	258-277
Section I: Dispositions générales	
Section II: Des actes de naissance	
Section III: Des actes de mariage	
Section IV: Des actes de décès	
CHAPITRE 4: De la modification du registre de l'état civil	278-301
Section I: Dispositions générales	
Section II: De la confection d'un acte	
Section III: Des mentions en marge	
Section IV: De la rectification d'un acte	
Section V: De la reconstitution d'un acte ou d'un registre	

CHAPITRE 5: De la garde et de la publicité du registre de l'état civil	302-312
CHAPITRE 6: Des anciens registres de l'état-civil	313
TITRE NEUVIÈME: DES PERSONNES MORALES	314-399
CHAPITRE 1: De la personnalité morale	314-332
CHAPITRE 2: De la constitution des personnes morales	333-353
Section I: De l'acte constitutif	
Section II: Du nom	
Section III: Du domicile	
Section IV: De l'attribution judiciaire de la personnalité	
CHAPITRE 3: De la responsabilité des membres et des administrateurs et de leurs inhabilités	354-360
CHAPITRE 4: Du fonctionnement des personnes morales	361-388
Section I: Des organes de la personne morale	
Section II: Du conseil d'administration	
Section III: De l'assemblée des membres	
CHAPITRE 5: De la dissolution et de la liquidation des personnes morales	389-399